

COMMUNAUX

La grève se poursuit

Le Conseil national des travailleurs des communes poursuit son mouvement de protestation. Au deuxième jour de la grève, le CNSC avance un taux de suivi de 80% à l'échelle nationale et dénonce le mutisme des pouvoirs publics.

Résigné, le secrétaire général du CNSC, affilié au Snapap, Ali Yahia, annonce la poursuite de la grève jusqu'au 26 septembre. Il dénonce, toutefois, les pouvoirs publics qui, selon lui, «instrumentalisent un groupuscule de personnes se disant représentants des travailleurs des communes pour faire diversion».

Le porte-parole du CNSC fait mention de la Fédération nationale du secteur des communes (FNFC), affiliée également au Snapap. «C'est une sorte de CNSC bis créée par les pouvoirs publics pour casser les véritables syndicaliste, et qui a l'appui des médias lourds», s'insurge notre interlocuteur. Il ajoutera que ce

syndicat n'a concrètement jamais fait grève. En outre, Ali Yahia dénonce les intimidations et les pressions exercées par les pouvoirs publics sur les grévistes, citant la wilaya de Guelma où des poursuites judiciaires en référé ont été lancées, hier, à l'encontre des fonctionnaires grévistes.

«Les pouvoirs publics recourent à tous les moyens pour entraver le bon déroulement du débrayage», arguera le SG du CNSC. Et d'ajouter que l'une des principales revendications du CNSC est le respect des libertés syndicales.

Par ailleurs, la Fédération nationale des fonctionnaires du secteur des communes (FNFC),



Les pouvoirs publics recourent à tous les moyens pour entraver le bon déroulement du débrayage.

autre courant syndical, a gelé son appel à une grève de trois jours qui devait débuter hier. Dans un

communiqué rendu public, la FNFC, affiliée au Snapap (aile Felfoul), annonce qu'à l'issue de

la rencontre «fructueuse» entre le Snapap et la tutelle qui s'est tenue le 19 septembre, le mouvement de grève a été gelé. «Nous certifions que le statut particulier des travailleurs des communes a été signé le 20 septembre», peut-on lire dans ledit communiqué. «Les pouvoirs publics avancent toujours de fausses promesses. Pour l'heure, nos revendications n'ont pas été satisfaites», soutiendra, pour sa part, Ali Yahia. Il relèvera également que le CNSC a vainement appelé à être associé dans l'élaboration du statut particulier.

Pour rappel, ils sont plus 500 000 travailleurs à travers les 1 541 communes du pays. 20% d'entre eux sont des contractuels percevant un dérisoire salaire de 3 000 DA. Les travailleurs employés dans le cadre du pré-emploi n'atteignent pas le SNMG. **Wassila Z.**

IL TIENDRA UN CONSEIL NATIONAL EXTRAORDINAIRE SAMEDI

Le Cnapest peu convaincu après la rencontre avec la tutelle

Le Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest) tiendra samedi prochain une session extraordinaire de son conseil national.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - A l'ordre du jour, l'examen des dossiers toujours en suspens et que la dernière rencontre avec le ministère de l'Education n'a pas permis de résoudre.

A l'issue de la réunion du 9 septembre dernier, le syndicat autonome considère que si le principe du dialogue n'était pas négociable, plusieurs revendications des professeurs du secondaire ne sont toujours pas prises en considération par la tutelle. Le Cnapest continue de considérer que le régime indemnitaire appliqué aux enseignants reste insignifiant comparativement à

d'autres corps, ce qui, au regard du syndicat, ne reconnaît pas le rôle stratégique du corps enseignant. Le syndicat autonome déplore que le gouvernement continue de s'opposer au calcul de la prime d'expérience pédagogique sur la base du salaire brut et à l'institution de la prime de qualification qui, dans d'autres secteurs, est de 45%. Le même syndicat s'étonne également que d'autres corps bénéficient tous les six mois de primes conséquentes en dehors de la prime de rentabilité. Pour toutes ces raisons, le syndicat autonome considère que les «injustices» que subit le corps

enseignant nécessitent des actions urgentes comme la réouverture du dossier du statut entre le ministère de l'Education et la Fonction publique sur la base des propositions faites par les syndicats du secteur, le traitement du dossier œuvres sociales dans une totale transparence avec le

respect du principe de solidarité nationale à travers la gestion des œuvres sociales par une commission nationale et des commissions de wilayas et l'adoption du principe de l'élection libre et du droit des syndicats d'avoir un regard sur les différentes délibérations. Le Cnapest fait savoir

qu'il reste attaché au principe de l'ouverture de discussions autour des questions de primes de zone, de la médecine du travail, du logement et de la retraite.

Des questions qui seront débattues lors du conseil national extraordinaire.

N. I.

DÉPART DES MÉDECINS SPÉCIALISTES
DU SECTEUR PUBLIC

Le SNPSSP tire la sonnette d'alarme

Le président du Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP) met en garde contre l'«hémorragie» qui a affecté le secteur de la santé publique.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «Depuis juin dernier, près de 2 000 spécialistes ont quitté les établissements de santé publique pour le secteur privé et l'étranger», a affirmé, hier à Alger, le Dr Mohamed Yousfi, président de SNPSSP. Qualifiant cette situation d'«hémorragie», il dira que «les médecins spécialistes notamment les jeunes sont découragés par l'absence d'une carrière évolutive et se voient dévalorisés devant leurs confrères du secteur de l'enseignement supérieur». Une «discrimination» qu'il impute au régime indemnitaire. «Le régime indemnitaire a creusé un fossé entre le secteur de la santé publique et celui de l'enseignement supérieur», dit-il.

Et de poursuivre : «Ils sont en train de démanteler et de détruire le secteur de la santé publique en chassant les spécialistes du secteur.» Soulignant que 1 500 postes hospitalo-universitaires ont été ouverts en juillet dernier, le président du SNPSSP assure que «moins de 300 médecins spécialistes sur 8 000 ont une expérience



Le Dr Yousfi affirme que 2 000 spécialistes ont quitté le secteur public.

ce de 20 ans, soit moins de 5%, et moins de 15% sont anciens de 10 ans». Il rappellera également que «plus de 2 000 spécialistes sont pénalisés à cause du concours, bloqué depuis une année».

Quant à la prime d'intéressement datant de 2003, le Dr Yousfi déplore qu'elle soit identique pour les trois grades : maître-assistant, maître-assistant chef et professeur. Il rappelle aussi que le statut particulier a été «rejeté» par son organisation syndicale. «Nous avons demandé l'amendement du statut particulier. Alors, qu'est-ce qu'attend le ministère de la Santé pour demander l'étude de cet

amendement ?», s'est-il interrogé. Autre point évoqué, le service civil qui «doit être considéré comme une mesure d'incitation et non pas d'obligation».

S'agissant de la tripartite, il s'interroge : «De quoi a peur le gouvernement en n'associant pas les partenaires sociaux à la tripartite ? Pourtant, ces syndicats représentent plus de 75% des travailleurs de la Fonction publique.»

Le président du SNPSSP a indiqué que seule l'assemblée générale décidera des suites à envisager pour prendre en charge leurs revendications.

R. N.

BADREDINE MILI, ANCIEN
DIRECTEUR DE L'APS :
«L'élite algérienne
est atomisée»

Le Centre de recherche stratégique et sécuritaire a accueilli, hier, une conférence de Badredine Mili sur la «Notion d'élite en Algérie».

Pour le conférencier, l'élite algérienne est «disparates et atomisée» au point où elle semble presque inexistante. «Actuellement, nous sommes face à quelques personnalités qui ne proposent rien de palpable pour le pays», a indiqué l'ancien directeur général de l'APS. Badredine Mili a présenté les conditions pour l'émergence d'une élite «forte et incontournable». «Il est avant tout nécessaire que les personnalités puissent discuter entre elles, puis avec les gouvernants. Cela passe par la recherche d'un dénominateur commun politique. C'est un minimum. Elles devront ensuite jeter les passerelles pour aller vers la société en changeant le mode de communication ainsi que l'éthique du langage. L'élite devra aussi militer pour la suppression du clientélisme dans le recrutement aux postes clés de l'Etat», a-t-il souligné. A moyen et long terme, l'élite aura également à engager «un processus de réforme efficace du système éducatif». Lors de la séance de débats, des intervenants ont indiqué qu'il existe une forme de catégorisation de l'élite en Algérie. A ce titre, l'élite des «gestionnaires» serait plus forte et plus efficace que les «élites politiques et intellectuelles».

T. H.